

**Eric Keslassy**  
**Christophe Rodrigues**

**Préface de Natacha Valla**

# **LA** **MONDIALISATION** **FRAGMENTÉE**

**Comprendre les mutations  
de l'économie mondiale**



**Éric Keslassy**  
**Christophe Rodrigues**  
Préface de Natacha Valla

# **LA** **MONDIALISATION** **FRAGMENTÉE**

**DBS**

Pour toute information sur notre fonds et les nouveautés dans votre domaine de spécialisation, consultez notre site web : [www.deboecksuperieur.com](http://www.deboecksuperieur.com)

---

© De Boeck Supérieur s.a., 2026  
Rue du Bosquet 7 – B-1348 Louvain-la-Neuve

Tous droits réservés pour tous pays.

Il est interdit, sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, de reproduire (notamment par photocopie) partiellement ou totalement le présent ouvrage, de le stocker dans une banque de données ou de le communiquer au public, sous quelque forme ou de quelque manière que ce soit.

**Ce livre ne peut être reproduit ni utilisé à des fins d'entraînement de systèmes d'intelligence artificielle.** La fouille de textes et de données est interdite conformément à l'article 4(3) de la Directive (UE) 2019/790.

**Dans le cas où le livre comporte des ressources numériques en ligne, ces dernières sont des compléments offerts à l'achat du livre.** Par respect du droit d'auteurs, ces ressources sont inaccessibles, interdites de reproduction et réservées à un usage strictement personnel. Elles sont soumises aux conditions d'utilisation en vigueur (CGU) accessibles sur notre site et peuvent, pour des raisons commerciales, légales, d'évolution technique ou de contenu, être supprimées ou interrompues à tout moment, sans garantie de maintien ou de compensation. Dans le cas où les QR codes et liens hypertextes permettent d'accéder à des sites internet tiers, la responsabilité de l'éditeur n'est pas engagée, notamment quant à leur éventuel dysfonctionnement ou à leur indisponibilité d'accès.

Dépôt légal :

Bibliothèque nationale, Paris : juin 2026

Bibliothèque royale de Belgique, Bruxelles : 2026/13647/107

ISBN : 978-2-8073-7191-0

À Déva, ma beauté, qui a su inspirer cet « essai pédagogique ».  
Ma fille qui sait illuminer mes journées et éclairer ma pensée.

À Noa, mon fils chéri, qui doit supporter mes « absences ». Je suis  
absolument certain qu'il va très prochainement trouver sa voie, une  
« bonne » voie.

**ÉRIC KESLASSY**

À Emma, pour son soutien indéfectible, elle qui garde précieusement  
la bobine de fil de mon cerf-volant.

À mes enfants, qui inventent courageusement leur chemin dans  
ce monde que nous leur léguons. Avec tout mon amour.

À mon père et à nos gouffres de silence.

**CHRISTOPHE RODRIGUES**



*« Le passé n'éclairant plus l'avenir,  
l'esprit marche dans les ténèbres. »*

Alexis de Tocqueville,  
*De la démocratie en Amérique*, 1840

*« C'est lorsqu'ils sont au port que les bateaux sont le plus  
en sécurité, mais ils ne sont pas faits pour cela. »*

Proverbe d'origine inconnue





# Sommaire

|                                                             |    |
|-------------------------------------------------------------|----|
| Préface .....                                               | 9  |
| Introduction – Le nouveau visage de la mondialisation ..... | 15 |

## **Partie 1**

### **L'économie mondiale face à de nouveaux chocs**

|                                                                                       |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------|----|
| 1. Une défiance croissante à l'égard de la mondialisation.....                        | 33 |
| 2. Le retour de la géopolitique : l'économie mondiale<br>en panne de résilience ..... | 43 |
| 3. Les guerres commerciales imposées par Trump.....                                   | 53 |
| 4. Du premier au second « choc chinois » .....                                        | 67 |
| 5. La guerre monétaire qui vient .....                                                | 77 |

## **Partie 2**

### **Une première mondialisation « contrariée » : les leçons de l'histoire**

|                                                                                   |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 6. Libre-échange et protectionnisme commercial :<br>un vieux débat.....           | 87  |
| 7. L'étalon-or : coopération ou hégémonie? .....                                  | 95  |
| 8. La période des égoïsmes sacrés.....                                            | 105 |
| 9. L'accord de Bretton Woods : point de bascule<br>vers le multilatéralisme ..... | 115 |

**Partie 3**

**La mondialisation multilatérale et la grande évasion**

|                                                                                           |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 10. Monnaie et commerce : le multilatéralisme .....                                       | 127 |
| 11. Firmes multinationales : vers l'extension des chaînes de valeur .....                 | 141 |
| 12. La mondialisation multilatérale face aux inégalités de développement économique ..... | 151 |
| 13. Les taux de change à la recherche de leur stabilité.....                              | 169 |

**Partie 4**

**Une mondialisation multilatérale à bout de souffle...**

|                                                                                                                                 |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 14. Le protectionnisme oublié des années 1970 .....                                                                             | 183 |
| 15. L'hyperglobalisation : la montée des inégalités à l'intérieur des nations et l'accélération de la désindustrialisation..... | 189 |
| 16. La crise du multilatéralisme commercial .....                                                                               | 207 |
| 17. Le régionalisme : une alternative au multilatéralisme ? .....                                                               | 219 |

**Partie 5**

**Sortir de la mondialisation fragmentée :  
quelles réponses politiques ?**

|                                                                                                                                              |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 18. En finir avec la guerre des monnaies : quelle coopération monétaire internationale ? .....                                               | 235 |
| 19. Les grandes difficultés de l'Union européenne, coincée entre l'unilatéralisme des États-Unis et la concurrence intense de la Chine ..... | 255 |
| 20. Vers une nouvelle souveraineté industrielle (1) : quelle politique commerciale pour l'UE ? .....                                         | 265 |
| 21. Vers une nouvelle souveraineté industrielle (2) : réindustrialiser et décarboner l'économie de l'UE.....                                 | 285 |
| Conclusion – Vers plus de fédéralisme européen ? .....                                                                                       | 307 |
| Remerciements.....                                                                                                                           | 313 |
| Table des matières.....                                                                                                                      | 315 |

## Préface

Il est des moments dans l'histoire économique où les catégories d'analyse héritées du passé cessent progressivement d'éclairer le présent, sans que de nouveaux cadres ne soient encore pleinement stabilisés. Nous traversons l'une de ces phases. La mondialisation, telle que nous l'avons connue depuis la fin du xx<sup>e</sup> siècle, ne disparaît pas mais elle se transforme, se recompose, se fragmente. Et c'est précisément cette transformation que l'ouvrage d'Éric Keslassy et Christophe Rodrigues entreprend de décrypter avec rigueur et lucidité.

Le concept central proposé par les auteurs, celui de « mondialisation fragmentée », constitue une contribution particulièrement féconde. Il permet de dépasser une opposition trop binaire entre ouverture béate et repli autarcique, entre globalisation et déglobalisation, concepts trop triviaux pour notre époque. Car ce que montre ce livre avec force et de façon convaincante, c'est que les interdépendances économiques n'ont jamais été aussi profondes, alors même que les mécanismes de coordination qui les rendaient soutenables s'étiolaient. Ce qui se fragmente aujourd'hui, ce n'est pas l'intégration économique elle-même, mais la *capacité collective à l'organiser*.

Cette intuition s'inscrit dans une tradition intellectuelle solide. On pourrait la penser dans le prolongement notamment des analyses de Barry Eichengreen, qui a montré combien la stabilité de l'économie mondiale dépend moins du degré d'intégration que de la qualité de ses institutions. De l'étalon-or à Bretton Woods,

puis au système monétaire international contemporain, l'histoire économique révèle que les périodes d'ouverture prospère reposent toujours sur des architectures institutionnelles capables d'encadrer les interdépendances. Lorsque ces architectures se fragilisent, les tensions économiques se transforment en instabilités financières, puis en conflits politiques.

L'un des grands mérites de cet ouvrage est précisément de replacer la phase actuelle dans une perspective historique assez longue. En retraçant les grandes séquences de la mondialisation, de la première mondialisation du XIX<sup>e</sup> siècle à l'hyperglobalisation des années 1990-2007 jusqu'à la période contemporaine, les auteurs montrent que l'économie mondiale évolue par cycles : d'intégration puis de fragmentation. Cette lecture permet d'éviter deux illusions symétriques : celle d'une mondialisation irréversible, et celle d'un basculement soudain vers l'autarcie.

Mais l'ouvrage va plus loin. Il propose une analyse fine des mécanismes économiques et sociaux qui ont progressivement fragilisé le consensus en faveur de l'ouverture. Le thème est périlleux, car de nombreux ouvrages sur le sujet basculent souvent dans des considérations quasi idéologiques. Nos auteurs ne tombent pas dans cet écueil. La montée des inégalités, la désindustrialisation de certaines régions, les crises financières récurrentes : autant de phénomènes qui ont nourri une défiance croissante à l'égard de la mondialisation. Ils montrent avec justesse que cette défiance n'est ni homogène ni universelle : elle s'inscrit dans des clivages sociaux, territoriaux et politiques profonds, qui redessinent les *équilibres démocratiques* des économies avancées.

Cette articulation entre économie et politique constitue l'un des fils conducteurs les plus convaincants du livre. Elle rappelle que la mondialisation n'est jamais un processus purement économique. Elle est toujours le produit d'un compromis explicite ou implicite entre efficacité économique et cohésion sociale. Lorsque ce compromis se délite, les institutions qui soutiennent l'ouverture perdent leur légitimité.

L'ouvrage s'inscrit également dans le prolongement des grands théoriciens du commerce international. Des avantages comparatifs de Ricardo aux modèles plus récents intégrant les chaînes de valeur globales, la théorie économique a longtemps mis en avant les gains

agrégés de l'ouverture. Mais, comme l'ont montré les travaux plus récents du « nouveau commerce international », ces gains sont distribués de manière inégale, à la fois entre pays et au sein des sociétés. L'apport des auteurs est de montrer que ces déséquilibres ne sont pas des effets secondaires, mais des éléments structurants de la dynamique actuelle. Et tellement contemporains.

La mondialisation fragmentée apparaît ainsi comme le produit d'un double mouvement. D'une part, une intensification des interdépendances économiques, qui rend les économies plus sensibles aux chocs globaux. D'autre part, une repolitisation de ces interdépendances, qui les transforme en enjeux de souveraineté, de sécurité et de puissance. Ce basculement est particulièrement visible dans la recomposition des chaînes de valeur, le développement du « friendshoring » et le retour des politiques industrielles.

On peut placer cette évolution dans ce que les grandes organisations internationales sentent venir et mettent en avant : le commerce est une toile de fond de la finance internationale, et vice-versa. La Banque des règlements internationaux (BRI) souligne que cette fragmentation s'accompagne d'une transformation des flux financiers internationaux, avec des implications importantes pour la stabilité financière. Dans un monde plus segmenté, la diversification des risques devient plus difficile, et les cycles financiers peuvent se synchroniser de manière moins prévisible.

La lecture de ces transformations proposée par les auteurs déplace la nature des défis majeurs pour la politique économique, car elle remet en question le cadre d'analyse économique traditionnel fondé sur une relative stabilité des relations internationales. Elle oblige par exemple à repenser les interactions entre politique monétaire, politique budgétaire et politiques structurelles dans un environnement marqué par des chocs plus fréquents et plus complexes.

L'ouvrage s'arrête également sur la gouvernance mondiale. En mobilisant les concepts de stabilité hégémonique et de biens collectifs mondiaux, on découvre que l'économie internationale repose sur des mécanismes de *coordination* fragiles. Lorsque la puissance dominante ne souhaite plus, ou ne peut plus, assumer ce rôle, et qu'aucune alternative crédible n'émerge, le système devient intrinsèquement instable. Ce diagnostic fait écho aux analyses contemporaines sur la transition vers un monde potentiellement multipolaire.

La rivalité entre grandes puissances, la montée des logiques de blocs et la remise en cause du multilatéralisme traduisent une recomposition profonde de l'ordre international. Dans ce contexte, la mondialisation ne disparaît pas, mais elle se reconfigure autour de nouvelles lignes de fracture.

Les implications pour le système monétaire international sont particulièrement importantes. Comme l'a montré Eichengreen, les systèmes monétaires internationaux ne sont jamais neutres : ils reflètent les rapports de force économiques et politiques de leur époque. La domination du dollar, qui a structuré l'ordre financier international depuis la Seconde Guerre mondiale, pourrait être progressivement remise en question. Non pas par un remplacement immédiat, mais par une diversification croissante des arrangements monétaires.

Cependant, cette évolution n'est ni linéaire ni univoque. Dans un environnement incertain, les monnaies dominantes conservent souvent leur rôle de valeur refuge. Il en résulte une tension entre fragmentation et concentration : d'un côté, une tendance à la régionalisation des systèmes financiers ; de l'autre, une persistance des asymétries globales. Pour les banques centrales, ce contexte est particulièrement exigeant. Elles doivent naviguer dans un environnement où les chocs d'offre, les tensions géopolitiques et les dynamiques financières interagissent de manière complexe. La fragmentation pourrait donc en toute logique compliquer la transmission de la politique monétaire, en modifiant les canaux de financement (ou tout au moins leur intensité relative) et les conditions financières globales.

Pour l'Europe (les auteurs y reviennent à la fin de l'ouvrage avec un élan d'optimisme), ces évolutions constituent à la fois un défi et une opportunité. L'Union européenne, fondée sur une logique d'intégration et de coopération, se trouve confrontée à un environnement international plus conflictuel. Sa capacité à articuler ouverture, souveraineté et innovation sera déterminante. L'ouvrage de Keslassy et Rodrigues offre ici des clés de lecture précieuses, en soulignant que la réponse ne réside pas dans un repli, mais dans une recomposition intelligente des formes d'intégration.

Relier des dimensions souvent traitées séparément : l'économie, la politique, l'histoire et la géopolitique. Voici la force de ce livre.

## PRÉFACE

Cette approche transversale est particulièrement précieuse dans un moment où la science économique patine et peine à développer de nouvelles axiomatiques face aux ruptures et aux chocs récents.

Mais au-delà de sa rigueur analytique, ce livre porte également un message plus profond. Il nous rappelle que la mondialisation n'est pas un phénomène exogène, mais une construction collective. Elle résulte de choix politiques, de compromis sociaux, et de visions du monde. En ce sens, la mondialisation fragmentée n'est pas une fatalité : elle est le produit de tensions non résolues. Elle ouvre aussi la possibilité de nouvelles formes d'organisation.

À l'heure où les incertitudes s'accumulent, qu'elles soient géopolitiques, climatiques ou technologiques, la question n'est pas de savoir s'il faut plus ou moins de mondialisation, mais plutôt comment organiser les interdépendances de manière soutenable, équitable et stable et donc « conducive to growth ». C'est précisément à cette réflexion que contribue l'ouvrage d'Éric Keslassy et de Christophe Rodrigues, qui illustre que l'économie n'est pas seulement une science des équilibres, mais aussi une réflexion sur les déséquilibres ; qu'au-delà des états stationnaires, les transitions et les incertitudes qui les entourent sont tout aussi déterminantes. Une réflexion, en somme, sur notre capacité collective à comprendre et expliquer, habiter et finalement aimer, un monde devenu, plus que jamais, interdépendant.

**Natacha Valla**

Doyenne de l'école de management  
de l'IEP de Paris (Sciences Po)





# Introduction

## Le nouveau visage de la mondialisation

L'économie mondiale est entrée dans une nouvelle phase : la mondialisation fragmentée. Désormais troublée par des conflictualités géopolitiques qui ne cessent de s'affirmer, la mondialisation se maintient. Elle ne recule pas encore. Mais elle s'articule avec de nouvelles contraintes et de nouveaux risques qui pèsent sur l'ensemble des acteurs économiques. Aussi, n'a-t-il jamais été aussi urgent de repenser sa gouvernance.

Le discours médiatique peut donner à penser que la politique unilatérale et souverainiste de Donald Trump se trouve directement à l'origine de cette mutation. En réalité, ses causes sont plus anciennes. Aussi spectaculaires soient-elles, les décisions récentes du président américain sont symptomatiques d'une économie mondiale en plein bouleversement depuis la crise de 2007-2008. La déflagration financière mondiale a été un sévère coup de semonce. Constat déjà établi après la crise de 1929, les échanges internationaux de capitaux, comme les pratiques des acteurs financiers, doivent être régulés. Sinon les crises financières emportent avec elles la croissance économique et l'amélioration des conditions d'existence des populations si durement acquises dans les années qui les précèdent. La crise de 2007-2008 a également conduit la Chine, qui se satisfaisait alors d'être l'« atelier du monde », à prendre conscience de sa trop forte dépendance aux échanges extérieurs. Le choc négatif de demande massif qui affecte les pays développés s'est traduit par une

contraction significative de l'activité économique chinoise. Aussi, la Chine a-t-elle ensuite réagi en s'efforçant de rééquilibrer les sources de sa croissance économique : un peu moins compter sur les exportations et beaucoup plus sur la demande interne. Les difficultés rencontrées pour dynamiser sa demande domestique ont poussé l'économie chinoise à monter en gamme... pour mieux concurrencer les pays dits « avancés ». Finalement, le chemin a été rapide : la Chine de 2026 ne ressemble plus beaucoup à celle de 2008.

Mais peut-être que l'explication la plus significative de la mutation récente de la mondialisation réside, par un faux paradoxe, dans le bilan de la période durant laquelle l'intégration économique et financière mondiale a été la plus forte : l'hyperglobalisation<sup>1</sup> (1990-2007). Une grande partie du monde s'est alors convertie au marché et décide de favoriser à la fois le libre-échange des biens et services et la libre circulation des capitaux. Jamais dans l'histoire, l'économie mondiale n'a autant favorisé l'interdépendance des nations (ou des régions). Cette « grande ouverture » est portée par un message optimiste : la liberté économique est source de prospérité et d'augmentation du bien-être pour tous. C'est la « mondialisation heureuse »<sup>2</sup> qui s'appuie sur l'idée qu'il faut renforcer l'intégration commerciale et financière du monde pour obtenir les meilleurs résultats économiques et sociaux, collectivement et pour chacune des nations... S'il y a bien une montée des inégalités internes qui, au cours de l'hyperglobalisation, alerte les économistes, le responsable est tout trouvé : ce sera le progrès technique. La mondialisation, elle, n'est pas coupable<sup>3</sup> !

Il ne saurait être question de nier que la mondialisation a permis des réussites spectaculaires dont l'émergence de certains pays<sup>4</sup>, à

---

1. Dani Rodrik, *Nations et mondialisation. Les stratégies nationales de développement dans un monde globalisé*, La Découverte, 2008.

2. L'essayiste français Alain Minc publie *La Mondialisation heureuse* (Plon, 1997). Ce texte doctrinal glorifie une mondialisation libérale qui n'apporterait que des bénéfices aux pays y participant.

3. Paul Krugman, *La mondialisation n'est pas coupable*, La Découverte, 1998. [*Pop Internationalism*, The MIT Press, 1996.]

4. Richard Baldwin, *The Great Convergence. Information Technology and the New Globalization*, Belknap Press, 2016.

## INTRODUCTION

commencer par la Corée du Sud, la Chine et l'Inde qui voient une partie conséquente de leur population sortir de la pauvreté avec la constitution d'une classe moyenne<sup>5</sup>. Mais cette « grande transformation globale »<sup>6</sup> semble s'être réalisée au détriment des classes moyennes des pays développés, qui ressentent un déclassement alors que les inégalités en leur sein se font plus fortes. De fait, les pays dits riches doivent désormais partager la richesse mondiale avec d'autres qui, peu de temps auparavant, étaient encore considérés comme « en développement ». Ce bouleversement s'explique en grande partie par la mondialisation libérale qui a rebattu les cartes en creusant des inégalités au sein des pays, en accélérant la désindustrialisation de la plupart des pays développés et en générant de nouvelles niches de richesses. Les gagnants et les perdants d'hier ne sont plus ceux d'aujourd'hui : tandis que certains pays rattrapent leur retard grâce à leur insertion dans l'économie mondiale, d'autres perdent leurs avantages acquis.

La crise de la Covid-19 a braqué les projecteurs sur le manque de souveraineté industrielle de certains pays développés à économie de marché (PDEM) – devenus trop dépendants des émergents comme la Chine ou l'Inde –, au point par exemple de manquer de masques ou de respirateurs au plus fort de la propagation du virus. La désindustrialisation des pays développés est pourtant le résultat de l'application de la doctrine économique libérale qui s'est diffusée au cours de l'hyperglobalisation : les firmes multinationales (FMN) implantent leurs filiales dans les pays qui leur offrent les meilleures conditions de profitabilité ; les consommateurs se tournent vers les produits les moins chers... Une fois la crise sanitaire passée, les PDEM s'efforcent de tirer les leçons de cette erreur et entreprennent de se réindustrialiser, en particulier dans les filières stratégiques (technologie, industries vertes, chimie, pharmacie...). Ils adoptent des politiques volontaristes qui témoignent, en creux, de l'erreur commise précédemment qui a consisté à vouloir toujours privilégier les opportunités offertes par le marché mondial. Enfin,

---

5. Branco Milanovic, *Global inequality. A new approach on the age of globalization*, Harvard University Press, 2016.

6. Branko Milanovic, *The Great Global Transformation. National Market Liberalism in a Multipolar world*, Allen Lane, 2025.

les préoccupations écologiques ont également conduit à s'interroger sur les effets de la mondialisation, provoquant une amorce de « relocalisation du monde »<sup>7</sup>.

Ainsi, la mutation actuelle de la mondialisation peut aussi s'interpréter comme une « revanche » vis-à-vis des excès de l'hyperglobalisation alimentée par la prise de pouvoir du marché libéralisé sur le politique. Partout, le politique s'efforce aujourd'hui de reprendre la main mais il le fait d'une façon désordonnée, poussé par la (ré) apparition d'un « capitalisme de la finitude »<sup>8</sup>. Cette tardive prise de conscience d'une planète aux ressources finies fragilise les équilibres établis de longue date, comme la doctrine du libéralisme économique, et bouscule le monde. Dans le même temps, la demande mondiale pour les ressources naturelles n'a jamais été aussi forte, à l'image du marché des terres rares et des minerais, mais aussi des énergies fossiles dont nous avons tellement de mal à sortir. La mondialisation fragmentée est aussi celle de l'urgence : chaque gouvernant, appuyé par des « ingénieurs du chaos »<sup>9</sup>, se dit aujourd'hui qu'« il n'y en aura pas pour tout le monde »<sup>10</sup>.

### ESSAI DE DÉFINITION DE LA MONDIALISATION

On réduit trop souvent la mondialisation à sa dimension commerciale. En réalité, il s'agit d'un phénomène économique et social plus complexe qui recouvre principalement trois processus majeurs : tout d'abord, l'ouverture des économies nationales aux transactions internationales ainsi que le développement des échanges mondiaux de biens et services ; ensuite, la mobilité internationale des facteurs de production (travail et capital) qui passent par les FMN, devenues des acteurs incontournables de la mondialisation, notamment par le biais de leurs investissements directs à l'étranger (IDE) et de leurs échanges intra-firmes ; enfin, recoupant en partie la dimension précédente, il faut tenir compte des flux internationaux de capitaux

---

7. Cyrille P. Coutansais, *La (Re)localisation du monde*, CNRS Éditions, 2021.

8. Arnaud Orain, *Un monde confisqué. Essai sur le capitalisme de la finitude (xvi<sup>e</sup>-xxi<sup>e</sup> siècles)*, Flammarion, 2025.

9. Giuliano da Empoli, *Les Ingénieurs du chaos*, JC Lattès, 2019.

10. Arnaud Orain, *op. cit.*

## INTRODUCTION

dans leur composante financière<sup>11</sup> : c'est en partie à l'échelle mondiale que se déplacent les flux d'épargne qui financent les investissements sur d'autres territoires que ceux sur lesquels se situent les agents qui les dégagent. Ainsi, au total, la mondialisation est composée d'une mondialisation commerciale, d'une mondialisation productive et de la globalisation financière. Cette structure à trois têtes de la mondialisation implique une autre logique qui les englobe : la nécessité d'organiser les paiements internationaux et de disposer d'une unité de compte pour les mouvements de capitaux alors qu'il n'existe pas de monnaie mondiale. En d'autres termes, il existe également une mondialisation des échanges de devises.

Avec la mondialisation, les économies nationales s'interpénètrent de façon croissante : elles deviennent à la fois plus dépendantes les unes des autres sur le plan des échanges commerciaux mais aussi des mouvements de capitaux. Cela conduit à la formation d'un vaste marché mondial d'échange des biens et services, des capitaux (productifs et financiers) et du travail. Au bout du processus, les frontières nationales s'estompent et les logiques de déterritorialisation d'une partie des activités économiques s'imposent. Des « acteurs globaux » émergent : des firmes géantes, des fonds d'investissement, des banques systémiques. Leurs décisions sont prises en priorité pour conquérir le marché mondial. Prenant de l'importance, ils réduisent les prérogatives des États qui perdent en souveraineté... Au fur et à mesure que la marche vers l'hyperglobalisation a progressé, l'efficacité des politiques publiques qui ont vocation à la réguler s'est réduite.

## ESSAI DE PÉRIODISATION

Les économistes considèrent généralement que le capitalisme moderne – qui s'est lui-même transformé à la fois avec le temps et dans l'espace – s'est façonné autour de deux mondialisations : la première naît au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle et s'interrompt avec le fracas de la Première Guerre mondiale<sup>12</sup> ; la seconde, qui s'amorce au

---

11. Pour autant, cet ouvrage ne prétend pas à l'exhaustivité. À cet égard, la dimension purement financière de la mondialisation n'y a pas la place qu'elle mérite.

12. Suzanne Berger, *Notre première mondialisation. Leçons d'un échec oublié*, Seuil, 2003.

lendemain de la Seconde Guerre mondiale, s'intensifie à partir de la décennie 1970 et se poursuit jusqu'à nos jours.

Cette seconde mondialisation peut se découper en quatre temps différents :

- 1) Tout d'abord, entre 1945 et le début des années 1970, la mondialisation s'organise autour du multilatéralisme consécutif à la fin du conflit mondial, même si elle reste « contenue » et que la croissance économique de rattrapage en Europe et au Japon est d'abord centrée sur une hausse spectaculaire de la productivité.
- 2) Avec l'implosion du système monétaire internationale (SMI) de Bretton Woods et le choc pétrolier de 1973, le deuxième temps de la seconde mondialisation s'amorce : les politiques retrouvent des accents protectionnistes.
- 3) Le troisième temps renvoie à l'hyperglobalisation déjà évoquée entre 1990 et 2007.
- 4) Enfin, la période actuelle s'ouvre au lendemain de la crise de 2007-2008 et révèle la mondialisation fragmentée.

### LA GOUVERNANCE MONDIALE ET LE POIDS DE L'HISTOIRE

Cet ouvrage accorde une large place à l'histoire. Non pas que les événements se reproduisent à l'identique en tout point, mais revenir sur le passé est un moyen efficace d'éclairer le présent et de préparer l'avenir. Le thème de la gouvernance mondiale le démontre parfaitement. Aujourd'hui, cette gouvernance mondiale est en crise. Ce n'est pas la première fois.

Le concept de gouvernance provient initialement de la théorie de l'entreprise (*corporate governance*) et renvoie notamment à deux questions essentielles : dans une organisation, qui décide de quoi ? Et qui fait quoi ? Appliqué à la mondialisation, il s'agit de réfléchir à la façon dont l'économie mondiale est régulée (voire « gouvernée ») : « *Gouvernance* exprime le problème de base de l'organisation économique internationale : comment gouverner sans gouvernement ? »<sup>13</sup>.

---

13. Pierre Jacquet, Jean Pisani-Ferry et Laurence Tubiana, *Gouvernance mondiale*, rapport du CAE, 2002.

## INTRODUCTION

Dans un monde initialement divisé en États-nations ou régions autonomes, la gouvernance mondiale peut être définie comme « l'ensemble des processus par lesquels des règles collectives sont élaborées, décidées, légitimées, mises en œuvre et contrôlées »<sup>14</sup>. *A priori*, la gouvernance mondiale induit donc une coopération entre les États (ou régions). Compte tenu de l'étendue des problèmes globaux, l'optimum de premier rang serait de construire un fédéralisme mondial. Il faudrait que le monde soit à la fois très intégré et solidaire pour rendre possible la création d'une institution politique se situant au-dessus des États-nations (des « États-Unis du monde » !). Non seulement cette hypothèse ne s'est jamais présentée dans l'histoire mais elle a extrêmement peu de chances d'être mise en œuvre, même à très long terme. Utopique hier, le fédéralisme mondial l'est encore plus aujourd'hui. À défaut, la gouvernance mondiale coopérative prend la forme du multilatéralisme ou bien d'un régionalisme qui parvient à se coordonner.

Ce modèle multilatéral naît sur les décombres de la Seconde Guerre mondiale : les États définissent des règles collectives et s'obligent à les respecter. Il s'agit donc de construire un cadre juridique commun, fondé sur des compromis, pour lutter contre les stratégies non coopératives. Sur le plan commercial, le multilatéralisme a été porté par l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) puis l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Faute d'avoir su imposer des règles qui empêchent la concurrence déloyale, oubliant que le libre-échange renforce les inégalités internes et ne parvenant pas à convaincre des vertus du commerce international, l'OMC est aujourd'hui une institution « en état de mort cérébrale »<sup>15</sup>. Les autres institutions du multilatéralisme économique (comme le Fonds monétaire international – FMI – ou la Banque mondiale) ne vont pas beaucoup mieux. Si bien que le multilatéralisme « qui paraissait solide, se trouve aujourd'hui dans un état de décomposition avancée »<sup>16</sup>.

---

14. Pascal Lamy et Zaki Laïdi, « La gouvernance, ou comment donner sens à la globalisation », *Gouvernance mondiale* (2002).

15. Jean-Marc Siroën, « 30 ans après sa création, l'OMC en mort cérébrale », *The Conversation*, 17 avril 2024.

16. George Papaconstantinou et Jean Pisani-Ferry, *Les Nouvelles Règles du jeu. Comment éviter le chaos planétaire*, Seuil, 2024.

L'hégémonisme est une autre forme d'organisation de la mondialisation en particulier, de l'économie mondiale en général. Alors que le multilatéralisme s'appuie – en principe du moins – sur la recherche d'un consensus, l'hégémonisme repose sur la puissance d'un pays qui, en vertu de son leadership, possède la capacité d'imposer ses choix aux autres nations. Cette puissance n'est hégémonique que dans la mesure où elle est considérée comme légitime. La domination de cet État, factuellement établie sur tous les plans (économique, technologique, militaire, etc.), doit donc être reconnue par les autres nations. L'autre caractéristique d'un hégémon vient de ce qu'il est en mesure d'édicter des normes collectives (ou internationales) tout en ayant la volonté de le faire. C'est l'historien de l'économie Charles Kindleberger qui a initié cette approche de l'économie mondiale, introduisant le concept de « stabilité hégémonique »<sup>17</sup>. Par sa puissance communément admise, l'hégémon établit un ordre économique mondial ouvert et stable. En cela, il se montre « bienveillant » (dans le sens où il favorise l'intérêt collectif). Le capitalisme moderne a fait l'expérience de cette forme d'organisation de l'économie mondiale à deux reprises : au XIX<sup>e</sup> siècle d'abord, l'avance prise par l'Angleterre est telle qu'elle inspire la première mondialisation et le premier système monétaire international (SMI) avec l'étalon-or; au lendemain de la Seconde Guerre mondiale ensuite, de façon beaucoup plus formelle, l'hégémonisme américain prend le relais pour mettre en place l'architecture multilatérale (système de Bretton Woods, GATT). En d'autres termes, la « stabilité hégémonique » consiste à prendre en charge des problèmes globaux que l'on peut nommer, avec Charles Kindleberger, biens collectifs mondiaux. Il s'agit de « l'ensemble des biens accessibles à tous les États qui n'ont pas nécessairement un intérêt individuel à les produire »<sup>18</sup>, comme la stabilité de l'économie mondiale (commerce, monnaie et finance) ou encore la préservation des équilibres écologiques. Ces problèmes globaux invitent la « communauté internationale » à prendre ses responsabilités pour les résoudre, ce qui exige une grande discipline collective. Comme le fédéralisme

---

17. Charles Kindleberger, *The World in Depression. 1929-1939*, University of California Press, 1973.

18. Charles Kindleberger, « International public goods without international government », *The American Economic Review*, 1986.



## INTRODUCTION

mondial (qui serait le dispositif optimal pour produire des biens collectifs mondiaux), l'hégémonisme permet de lever le problème de la coordination des États-nations. La puissance hégémonique accepte de mobiliser ses ressources de tout ordre pour qu'apparaisse un système économique mondial ouvert et stable, tout en acceptant d'en supporter les coûts. Les autres participants en profitent avec son assentiment, bénéficiant d'un système stable indépendamment de leur contribution. Même si cette idée n'est pas présente dans l'analyse de Kindleberger, on peut ajouter que l'hégémon tire un profit immense de la production des biens collectifs mondiaux. Tout se passe comme si l'intérêt collectif (des nations) correspondait à l'intérêt (national) de la puissance hégémonique.

### LES VOIES ESCARPÉES DE LA GOUVERNANCE MONDIALE

Pour que la « stabilité hégémonique » opère, il faut une puissance hégémonique et une seule, incontestable et incontestée : « pour que l'économie mondiale soit stabilisée, il doit y avoir un stabilisateur – un seul stabilisateur »<sup>19</sup>. Cette situation existe tant que l'hégémon garantit cet ordre et que sa puissance n'est pas discutée. Au contraire, si ce stabilisateur n'est plus en mesure de le faire, s'il n'en a plus la volonté ou qu'une deuxième puissance apparaît, l'organisation de l'économie mondiale devient beaucoup plus incertaine. C'est ainsi que pour Kindleberger, l'importance des effets de la crise de 1929 s'explique par le fait que la puissance britannique n'est plus hégémonique et que la puissance montante, les États-Unis, n'a pas voulu prendre la place vacante. Le fait qu'il n'y ait plus un « stabilisateur » qui produit les biens collectifs mondiaux se traduit par une longue et profonde dépression économique : les États-Unis refusent de prendre cette responsabilité, d'en assumer les coûts, et décident de mettre en place une politique protectionniste ; la stabilité monétaire n'est plus garantie par la déclinante Angleterre qui finit par dévaluer la livre sterling en 1931. Au total, au cours des années 1930, l'ouverture commerciale est remplacée par l'instauration de barrières tarifaires ; le système monétaire international est désintégré par les dévaluations en cascade. Guerres commerciales et guerres des monnaies se succèdent et renforcent l'appauvrissement collectif.

---

19. Charles Kindleberger, *op. cit.*, 1973.

Avec Joseph Nye, on peut parler du « piège de Kindleberger »<sup>20</sup> lorsqu'il n'y a plus une seule puissance hégémonique qui rend possibles les biens collectifs mondiaux. La situation actuelle, avec les États-Unis qui ne veulent pas céder leur place et la Chine qui hésite à la prendre, semble rejouer les années 1930. Avec une différence fondamentale : le réchauffement climatique et l'effondrement de la biodiversité nous obligent...

Dans le cadre du multilatéralisme, en dépit de certains progrès, force est de constater que l'offre de ces biens collectifs mondiaux est nettement sous-optimale. Une difficulté est qu'elle demande à tous les pays de participer, même si leur degré d'implication peut s'avérer variable. Si chaque État a intérêt à ce que les biens collectifs mondiaux soient produits, certains peuvent chercher à profiter de l'action collective sans consentir au coût de cette production. Ils adoptent alors une stratégie de passager clandestin (*free rider*)<sup>21</sup>. Évidemment, si toutes les nations raisonnent de cette façon, les biens collectifs mondiaux ne sont pas produits. Mais il suffit également de quelques passagers clandestins pour rompre la confiance des autres et ainsi rendre les processus de résolution des problèmes globaux très longs. Avec la montée des interdépendances des nations, on a pourtant pu observer une meilleure prise de conscience de ces enjeux globaux, comme en témoignent la multiplication d'accords internationaux (comme les Accords de Paris de la COP 21) et l'émergence d'une « société civile globale », dont le développement des ONG est le trait le plus visible.

Nous nous trouvons face à l'un des grands paradoxes de l'histoire de l'humanité : c'est au moment où la planète a le plus besoin d'une gouvernance collective globale que celle-ci est la plus improbable. C'est au moment où le monde a un besoin impérieux de produire des biens collectifs mondiaux que la crise de la gouvernance mondiale se déclare. Ce constat renvoie à notre impuissance collective : un nouveau monde apparaît, dans lequel les choix politiques redevennent unilatéraux, non coordonnés ; pire, ils prennent de plus en plus une tournure souverainiste. Cette gouvernance mondiale

---

20. Joseph Nye, « Le piège de Kindleberger », *Project Syndicate*, 9 janvier 2017.

21. Mancur Olson, *The Logic of Collective Action: public goods and the theory of groups*, Harvard University Press, 1965.

## INTRODUCTION

souverainiste se traduit par une faible intégration économique mondiale et un monde dans lequel les intérêts globaux ne sont ni identifiés ni recherchés. Dans ce cadre, les États entrent en conflit pour imposer leurs propres règles, renonçant à l'idée d'une action coordonnée qui leur serait pourtant préférable et même vitale. Ils recherchent la satisfaction de leur intérêt national, sans toujours nier le coût que leur action peut représenter pour leurs partenaires, mais en étant convaincus que les autres États, eux, le nient. Les stratégies menées dans le cadre du souverainisme sont donc « non coopératives » – et augurent de représailles de la part de ceux qui sont visés. Le commerce international est alors perçu comme un jeu à somme nulle, ce qui renvoie à la logique mercantiliste qui s'est imposée initialement en Europe avec l'apparition des États modernes au début du <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle. Cette logique domine jusqu'au milieu du <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle; elle s'est réactivée pendant les années 1930, lors des années 1970 et, aujourd'hui, avec la mondialisation fragmentée. Dès lors, les relations monétaires conduisent à des guerres des monnaies : chaque territoire s'appuie sur son taux de change pour améliorer sa situation économique, au détriment de ses partenaires. Les États sont plus largement incités à adopter des règles non coopératives sur les clauses commerciales, sur l'imposition des entreprises, sur le droit du travail, enfin et surtout sur l'écologie. Les grandes entreprises qui émergent dans les pays dominants le font aux dépens de la concurrence, elles gagnent alors en pouvoir de marché ce qui affaiblit d'autant plus la souveraineté économique des États. La science économique enseigne de longue date que, dans une économie saine, les acteurs privés que sont les entreprises ont vocation à être en concurrence tandis que les États, qui produisent les règles collectives permettant l'efficacité des marchés, ont vocation à coopérer dans le cadre d'une gouvernance globale. Dans une économie frappée d'entropie, on constate l'inverse : les entreprises géantes qui se constituent en monopole coopèrent par des stratégies collusives (GAFAM) tandis que les États entrent dans une compétition mortifère. La mondialisation dans laquelle nous sommes engagés depuis 2009 est marquée par le retour de ces formes de souverainisme : sa gouvernance se fragmente.

Le souverainisme est une doctrine politique qui considère qu'il faut rejeter la mondialisation au nom de la légitimité politique suprême des États. L'intégration mondiale est freinée et la

«solidarité» entre les États est rendue très difficile par les politiques non coopératives. Le souverainisme est une menace directe pour la production des biens collectifs mondiaux. En témoignent directement, les décisions de Donald Trump depuis son investiture en janvier 2025 : comme lors de son premier mandat, il a immédiatement retiré les États-Unis des Accords de Paris sur le climat (COP 21, 2015) et rompu les règles organisant le commerce international par l'OMC, au profit d'une politique d'augmentation historique des droits de douane et d'accords bilatéraux. Autre signe sans ambiguïté : l'un de ses premiers décrets lors de son retour au pouvoir a été de retirer son pays de l'OMS (alors que les États-Unis financent 20 % du budget de l'agence onusienne) avec des conséquences désastreuses sur l'aide sanitaire internationale. Ces décisions sont le signe de l'entrée dans une période souverainiste de la mondialisation et avec elle de la remise en cause, par la première puissance politique du monde, du multilatéralisme qui l'organisait jusque-là.

Le 15 janvier 2025, devant le Sénat, le secrétaire d'État Marco Rubio se montre particulièrement clair : «l'ordre mondial d'après-guerre n'est pas seulement obsolète : il est désormais une arme utilisée contre nous». Il n'entre pas dans la vocation de cet ouvrage d'analyser la composante politique de cette remise en cause de l'architecture de la mondialisation multilatérale. Mais la posture politique de Rubio vaut aussi pour les questions économiques (productives, commerciales et monétaires) : il n'est plus question désormais pour les États-Unis de jouer le jeu d'une «action collective» mondiale – qui irait à l'encontre de leurs intérêts (supposés). Le cas le plus évident est l'adhésion de la Chine à l'OMC en 2001, qui constitue pour l'administration Trump l'une des explications de la sévère désindustrialisation des États-Unis (et a favorisé le déficit structurel de leur balance commerciale). Aussi, dès lors que la première puissance refuse de s'inscrire dans le cadre multilatéral de régulation de la mondialisation, c'est l'ensemble de l'architecture qui s'écroule.

Aujourd'hui, dans un monde où les deux grandes puissances se sentent trop à l'étroit et où le régime de Moscou est en guerre sur le continent européen, on assiste à un étonnant renversement des rôles : la Chine se montre officiellement favorable au libre-échange et à une régulation plus ou moins coordonnée, quand les États-Unis s'enfoncent dans le protectionnisme et le souverainisme.

## INTRODUCTION

Évidemment, la posture du régime de Pékin fait l'impasse sur ses entorses à la concurrence qui aident à propulser ses grandes firmes sur le marché mondial. Si les pratiques déloyales n'en sont pas le seul moteur, elles ont tout de même considérablement favorisé le déplacement du centre de gravité de l'économie mondiale vers l'Asie. Alors que la Chine a amplement profité de son adhésion à l'OMC en 2001, les États-Unis ont fait le constat que le libre-échange pouvait desservir leur économie... compte tenu de la présence de nouveaux compétiteurs bien mieux « armés » qu'eux.

Une conclusion s'impose : les dirigeants américains ont promu le multilatéralisme et la mondialisation tant qu'ils considéraient que cela servait leurs intérêts. Du moment où la Chine se montre plus compétitive (notamment sur le plan des prix) et qu'elle a désormais rattrapé son retard technologique (en particulier dans l'industrie verte), les nations qui dominaient hier ne se montrent plus favorables au libre-échange et voudraient voir les règles du jeu évoluer dans leur sens, c'est-à-dire celui du renoncement à la mondialisation multilatérale.

Cet ouvrage se donne pour mission de comprendre ce « grand retournement » qui dessine la mondialisation fragmentée. Pour que la mondialisation sorte de cette fragmentation, elle doit s'organiser autour d'une gouvernance mondiale repensée : contre les errements du souverainisme et du repli national qui rendent improbable la production des biens collectifs mondiaux, il faut proposer une coopération internationale efficace et pragmatique. Sans retomber dans l'illusion d'une mondialisation multilatérale (très improbable aujourd'hui), la question devient : comment gouverner la mondialisation fragmentée ? Pour répondre, il nous faut d'abord définir ses contours.

### DÉFINIR LA MONDIALISATION FRAGMENTÉE

Notre temps est celui de la mondialisation fragmentée. Elle émerge après la crise mondiale de 2007-2008, s'est lentement construite au fil de la décennie 2010 pour finalement s'imposer définitivement après la crise sanitaire de 2020. Il est possible de la définir à partir de trois caractéristiques essentielles :

- 1) Elle se traduit par une reprise en main du politique sur le marché : la mondialisation fragmentée, c'est la remise en

cause du libéralisme économique à l'échelle planétaire. Mais ce « retour » du politique se fonde sur la puissance, le rapport de force systématique et l'agression comme modalité de régulation. Elle s'érige contre le modèle précédent, l'hyperglobalisation, fondé sur le primat de la régulation par le marché qui devait conduire à l'enrichissement collectif. Le marché est certes un rapport social qui peut légitimer et naturaliser des formes de domination. Pour autant, la mondialisation qui s'impose après 1945 ne se réduisait pas à un face-à-face brutal entre puissances : elle reposait aussi, au moins dans le bloc occidental, sur la construction progressive d'un ordre juridique international donnant une légitimité au marché mais aussi une place aux institutions qui encadraient le marché. Le développement du capitalisme repose sur des institutions (marché, État, conventions sociales)<sup>22</sup> qui encadrent le marché et les rapports de force qui l'accompagnent. L'avènement de la mondialisation fragmentée introduit une rupture majeure : les rapports de force ne sont plus encadrés par le droit mais tendent à devenir le principe organisateur central de l'ordre économique international.

- 2) Il en découle que la mondialisation fragmentée remet en cause la gouvernance économique multilatérale au profit du souverainisme. Le principe d'une recherche de compromis, par la coopération, dans la gouvernance mondiale est battu en brèche. La légitimité des institutions internationales (ONU, OMC, FMI) est bafouée au nom de l'intérêt supérieur de la décision politique nationale, supposée souveraine. Avec la mondialisation fragmentée, la gouvernance mondiale est souverainiste et elle s'appuie sur des régimes politiques populistes (voire autoritaires) tandis que les démocraties deviennent l'ennemi politique.
- 3) La mondialisation fragmentée impose un mode de gouvernance fondé sur la prédation des ressources, contre le principe de l'existence et de la production de biens collectifs mondiaux. Dans un monde aux ressources finies et où les déséquilibres

---

22. Douglass North, *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge University Press, 1990.

## INTRODUCTION

écologiques croissants menacent l'humanité, les puissances organisent, à leur avantage, la captation, la répartition et l'usage des ressources stratégiques. Le principe politique central est que les uns ne peuvent gagner que si les autres perdent. La mondialisation fragmentée est un néomercantilisme qui justifie la guerre économique.

### **LES DEUX ÉPREUVES DE LA MONDIALISATION FRAGMENTÉE**

La mondialisation fragmentée impose deux types d'épreuves. D'une part, l'économie mondiale devra continuer de composer avec la mondialisation : les interdépendances entre les nations et les firmes ne sont pas facilement réversibles et, de surcroît, ce n'est sans doute pas souhaitable ; d'autre part, la mondialisation met à l'épreuve car il nous faut inventer de nouveaux modes de gouvernance.

Tout d'abord, il ne faut pas faire erreur : les interdépendances économiques ne se réduisent pas partout. Au contraire, elles se font plus fortes. Elles produisent de nouveaux déséquilibres qui sont source de nouvelles crises. Ce qui est fragmenté, ce ne sont pas les interdépendances, c'est la gouvernance mondiale. Contrairement à ce qu'avancent de nombreux discours péremptoirs, la politique de Trump ne provoque ni la fin du commerce international, ni plus largement celle de la mondialisation. Il est possible, voire probable, que le processus de mondialisation des échanges ne progresse plus dans les années à venir, à la fois parce qu'il a atteint un plateau (très élevé après l'hyperglobalisation) mais aussi parce que les chaînes de valeur se régionalisent et se relocalisent en partie ; introduire l'idée d'une « fin de la mondialisation » fabrique une « fausse réalité ». La mondialisation qui vient sera vraisemblablement moins soutenue au Nord mais elle continue à être très intense au Sud... Au total, la mondialisation ne disparaîtra pas du paysage, elle va changer de visage. Une des options politiques consiste à ne pas repousser la mondialisation mais à la transformer et à l'amortir de façon à éviter les replis populistes. Pour trouver les voies d'une gouvernance mondiale efficace et juste, il faut d'abord analyser les impasses de l'hyperglobalisation. En ce sens, la mondialisation est bien devenue une épreuve : les interdépendances économiques des États sont profondes et installées, pour le pire plus que pour le meilleur, alors que les tentatives pour les remettre en cause sont coûteuses.

La seconde épreuve de la mondialisation tient au fait que le monde n'a jamais eu autant besoin de coordination internationale pour produire des biens collectifs mondiaux. Les replis souverainistes et la montée des impérialismes, qui remettent en cause les socles démocratiques durement acquis, sont extrêmement contreproductifs. Un nouveau monde s'installe, avec le retour des tensions géopolitiques, qui éloigne encore davantage la coopération pourtant nécessaire entre les nations. Ce sont des murs qui s'élèvent, une économie mondiale qui se fracture, la force qui remplace le droit... Dans la mesure où l'abondance paraît un projet compromis, c'est la puissance qui devient prioritaire. On assiste à la mise en place d'un capitalisme de convoitise qui s'appuie sur des logiques de prédation, sur une compétition débridée, voire guerrière en même temps qu'il les produit. Paradoxalement, la transition écologique censée maintenir l'habitabilité de la planète favorise cette volonté brutale d'accaparement des ressources naturelles. Certaines innovations technologiques – comme les moteurs électriques par exemple – nécessitent en effet une quantité importante de minerais (lithium, nickel, cobalt...). Autrement dit, la lutte contre le changement climatique conduit... à une course aux ressources naturelles. Contre le « capitalisme de la finitude »<sup>23</sup> et le modèle de la prédation, il faut donc promouvoir une nouvelle logique coopérative, au moins sur le plan régional. Si l'Europe ne peut plus compter sur les États-Unis, elle doit chercher des partenariats dans le reste du monde, en Asie et/ou en Amérique latine notamment. Renoncer au multilatéralisme naïf ne signifie pas qu'il faut se passer de coopération internationale, bien au contraire.

Finalement, c'est aussi la mondialisation elle-même qui est à l'épreuve : elle subit actuellement des bouleversements d'une ampleur inégalée qui la recomposent en profondeur. Par ailleurs, elle nous oblige à comprendre les enjeux qui se construisent sous nos yeux tout en nous imposant de repenser la gouvernance mondiale. Cela suppose de revenir à des choix politiques éclairés pour mieux organiser la mondialisation qui vient et sortir de cette fragmentation mortifère.

---

23. Arnaud Orain, *op. cit.*



## Tirer les leçons de la mondialisation pour préparer l'avenir

Depuis la crise financière de 2007-2008, l'économie mondiale est entrée dans une nouvelle phase : la mondialisation fragmentée. Rapports de force et stratégies de prédation sont les nouvelles normes. Alors que la coopération internationale est en crise, les pays se replient sur la défense de leurs intérêts nationaux avec toujours plus de rivalités et d'incertitudes.

Dans ce nouveau paysage, deux grandes puissances donnent le ton :

Les États-Unis, qui ne veulent plus payer le prix de leur rôle de leader mondial ;

La Chine, devenue extrêmement compétitive, qui ne se soucie guère de l'équilibre du monde ;

Entre les deux, l'Europe peine à trouver sa place.

Pourtant, le monde n'a jamais eu autant besoin d'agir collectivement, que ce soit pour stabiliser les relations monétaires, réguler les échanges ou accélérer la transition écologique.

Cet *essai pédagogique* explique ces bouleversements, revient sur leurs origines et les éclaire à travers le prisme de la science économique. Il montre aussi que cette fragmentation n'est pas une fatalité et peut ouvrir de nouvelles opportunités — notamment pour l'Europe.



**Éric Keslassy** est docteur en sociologie économique (Paris-Dauphine). Après avoir longtemps enseigné l'économie et la sociologie à Sciences Po, il est professeur d'économie et de sciences sociales en classe préparatoire à La Prépa Autrement (LPA).



**Christophe Rodrigues** est professeur de chaire supérieure en économie et en sciences sociales. Il enseigne en classe préparatoire au lycée du Parc de Lyon et dans le CPES de l'École normale supérieure de Lyon.

ISBN : 978-2-807-37191-0



9 782807 371910

Prix : 21,90 €

**De Boeck Supérieur s'engage**  
durablement  
pour l'environnement

